

Les risques de coupures du secteur des Télécoms

Suite au courrier du 3 avril de Jean-Claude Mailly, secrétaire général de la CGT-Force Ouvrière, la confédération et les fédérations FO concernées ont rencontré le Président de l'ARCEP (Autorité de régulation des communications électriques et des postes) le 23 avril.

Concernant l'impact de la 4ème licence de la téléphonie mobile, Force Ouvrière a réitéré ses craintes de dumping social avec des conséquences rapides sur les salariés en termes de rémunérations, de destructions d'emplois (30.000 à 60.000 emplois directs ou indirects menacés dans toute la filière!), de conditions de travail, de garanties collectives et d'une manière plus générale sur l'avenir de cette branche d'activité.

Les conséquences sont multiples:

- sur les salariés, souvent précarisés, de la filière (en particulier au niveau des sous-traitants);
- par une baisse des investissements et de l'innovation dans la filière;
- en matière de protection du consommateur.

Pour Force Ouvrière, la puissance publique doit immédiatement rétablir un cadre réglementé permettant d'empêcher la destruction d'emploi et que ces dérives ne se mettent en place.

De plus, un diagnostic de l'emploi, du financement et des pratiques dans la filière doit être réalisé avec tous les acteurs, par exemple au sein du Comité stratégique de filière industrielle «service et technologies de l'information et de la communication». Cela doit permettre de cadrer tous les opérateurs et de leur faire prendre des engagements sur les emplois et sur l'investissement pour la pérennisation et le développement de la filière.

Force Ouvrière a demandé à l'ARCEP, administration de l'Etat, de relayer cette demande. Sur ce sujet, Force Ouvrière poursuivra ses échanges et revendications avec le prochain gouvernement.

Communiqué Force Ouvrière du mardi 24 avril 2012



<http://fovatinier.free.fr/>